



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Développement Economique,
Emploi, Formation et Tourisme

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1^{ER} Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	77

Objet de la
délibération:

**Programme FISAC
Tranche 2 -
Demande de
subvention**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Gérard, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine, HERMET Daniel

REPRESENTES

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelyne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

ABSENTS :

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

Transmis le 12/3/2014

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 12 Mars 2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a décidé d'engager un programme pluriannuel de redynamisation du commerce et de l'artisanat.

Ce programme s'inscrit dans le cadre d'une « opération urbaine collective de revitalisation commerciale » définie par l'article 4 de la loi n°89-1008 du 31 décembre 1989 modifié et complété par le décret n°2008-1475 du 30 décembre 2008 et son arrêté d'application du 30 décembre 2008 et dont les dispositions sont précisées par circulaire ministérielle du 22 juin 2009, modifiée par la circulaire du 12 avril 2012 relative au Fonds d'intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC).

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, consciente de l'importance d'une bonne desserte commerciale et artisanale de proximité, a engagé dès 2009 une démarche de soutien au commerce, à l'artisanat et aux services par la réalisation d'une étude diagnostic et a déposé, en juillet 2011, un dossier de demande de subvention auprès du Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme pour la mise en place d'une tranche 1 du FISAC Intercommunal.

Par arrêté n°13-0245 du 23 septembre 2013, le Ministère de l'Artisanat, du Commerce, et du Tourisme a décidé d'allouer à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, pour le financement de cette première tranche de l'opération collective pluriannuelle de revitalisation, une subvention globale de 46 350€.

La tranche 1 du FISAC Intercommunal est en cours de finalisation. Les actions entreprises ont permis d'initier une dynamique partenariale entre les acteurs locaux en faveur du commerce et de l'artisanat de proximité.

Afin de poursuivre cette démarche, une tranche 2 du FISAC Intercommunal doit être, rapidement, élaborée et l'aide de l'Etat sollicitée par la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Sur la base des projets exprimés par les acteurs du territoire, des priorités du Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme et de la prise en compte indispensable des changements de comportements des consommateurs, les actions de la tranche 2 du FISAC Intercommunal s'articuleront autour des axes suivants :

- 1- Inciter les commerçants à s'adapter au numérique.
- 2- Promouvoir un artisanat d'excellence auprès de jeunes.
- 3- Moderniser l'outil de production.
- 4- Renforcer l'attractivité de la ville centre.
- 5- Promouvoir le commerce non sédentaire du terroir.
- 6- Animer les centres villes et villages.
- 7- Gérer le programme FISAC et accompagner les associations.
- 8- Renforcer la lisibilité commerciale des centres villes et villages.
- 9- Requalifier l'environnement urbain et favoriser le secteur commercial en centres villages.

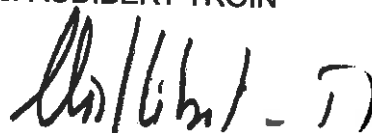
En conséquence et au vu de l'avis de la Commission de développement Economique du 06 février 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à procéder à la signature de tous actes et documents nécessaires au dépôt et à la perception des aides de l'Etat pour la tranche 2 du FISAC Intercommunal.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.